

## **CGT-FO-FSU-Solidaires**

### **Prise de parole du 1<sup>er</sup> mai 2021**

Bonjour à toutes et à tous.

En ce 1<sup>er</sup> mai 2021, les organisations syndicales CGT, FO, FSU, et Solidaires adressent à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, actifs, retraités et privés d'emploi, de France, d'Europe et du Monde leur salut le plus chaleureux et fraternel.

Le 1<sup>er</sup> mai est une journée de lutte internationale.

Cette journée symbolise aussi l'histoire des luttes des travailleurs dans le monde et entretient sa mémoire.

Dans le contexte sanitaire, social et écologique que nous vivons ce 1<sup>er</sup> mai 2021 nous sommes mobilisés et rassemblés pour porter toutes et tous ensemble nos revendications sur toutes les questions liées au travail, au progrès social, à la défense de notre planète, à la démocratie et à la paix dans le monde.

Les travailleuses et travailleurs subissent depuis un an une crise sanitaire dont elles et ils ne voient pas la fin, en France, mais aussi partout dans le monde.

A New Delhi, le rebond soudain de la pandémie de Covid-19 impose de recourir à des crémations de masse pour incinérer les corps des victimes, qui s'entassent dans les morgues saturées des hôpitaux. Les bûchers allumés par milliers sont le signe que la situation est devenue en Inde une tragédie.

Au Brésil, la population fait face à une catastrophe sanitaire d'une ampleur sans précédent. Le pays déplore près de 340 000 victimes liées au Covid-19 et jusqu'à 4 000 morts par jour. Les courbes de l'épidémie ne cessent de grimper : 66 800 malades sont morts des suites de la maladie rien qu'en mars, soit plus du double du mois précédent.

En France, alors que Emmanuel Macron a annoncé une levée progressive d'un confinement qui n'a pas prouvé son efficacité, ré ouvre les écoles alors que le nombre de malades en réanimation a dépassé la barre des 6000 en début de semaine, niveau que nous n'avions plus atteint depuis la première vague en avril 2020, et que seulement 21 % de la population française a reçu une première dose de vaccin. Les hôpitaux sont toujours sous tension.

Dans le même temps Macron continue de remercier les soignants en expliquant qu'il fait tout pour la santé des français, mais en omettant de dire que son gouvernement et ses relais sur le terrain sont en train d'accélérer les plans de restructuration comportant des fermetures de lits.

Et quand avec M. Véran ils expliquent qu'ils vont créer 10 000 lits de réanimation, c'est exactement la promesse qu'ils ont fait il y a un an et qu'ils n'ont pas tenu.

Cette crise démontre chaque jour un peu plus l'inefficacité des politiques libérales, incapables de répondre aux besoins des populations.

Elle est révélatrice d'une crise structurelle du néo-libéralisme et de l'impasse engendrée avec des dirigeants incapables d'apporter des réponses cohérentes à la pandémie et refusant réellement de valoriser un système sanitaire qui a été l'un des plus reconnus au monde pendant des décennies, et qu'ils ont contribué à mettre à mal en peu de temps, par des logiques uniquement comptables.

L'ensemble des services publics Education, Energies, transport, etc, subissent le même régime.

**Pour nos organisations, il y a urgence à rompre avec les politiques d'austérité et de rebâtir des services publics à hauteur des besoins des populations.**

La course aux vaccins fait de fringants gagnants. Nous vivons ici en direct les effets d'une privatisation de l'industrie pharmaceutique qui se gave sur le dos de la santé et de la vie humaine à partir de ce qui devrait être des produits non marchands, des biens communs.

Or, dans le monde capitaliste où la devise est « la concurrence libre » et prétendument « non faussée », la course à la plus grande rémunération des propriétaires-actionnaires bat son plein et la cotation boursière fait la loi. Cela a pour conséquence des inégalités mondiales dans l'accès aux vaccins, aux soins et la santé pour toutes et tous.

Dans notre pays, après la pénurie de masques, de tests et de lits dans les hôpitaux, nous sommes face à une pénurie des vaccins.

**Les organisations CGT FO FSU et Solidaire exigent la levée des brevets sur les vaccins afin de permettre la vaccination de toutes et tous dans le monde.**

Pendant cette période extraordinaire la plupart des pays subissent aussi avec plus ou moins d'intensité un recul des libertés inimaginables avant la pandémie.

Des gouvernements autoritaires, conservateurs, ou d'extrême-droite sont aux commandes dans de nombreux pays, et entraînent de nombreuses restrictions des droits fondamentaux et une répression des acteurs et actrices de la société civile.

Au Brésil, Jair Bolsonaro place les associations et les syndicats sous haute surveillance ; en Inde, Narendra Modi réprime le mouvement paysan en le qualifiant de terroriste et réprime les minorités religieuses chrétienne et musulmane avec des lois discriminatoires et des discours haineux ; en Thaïlande, des centaines de jeunes sont emprisonnés pour avoir participé à des manifestations demandant plus de démocratie ; en Russie, Vladimir Poutine met des milliers de citoyens en prison lors de manifestations en soutien à Alexeï Navalny ; la junte putschiste elle en Birmanie fait tirer sur les foules...

En France le gouvernement a mis en place un Etat d'urgence qui réduit nos libertés et qu'il tend à rendre permanent.

La loi "sécurité globale" devenue loi « pour une sécurité globale préservant les libertés », pourtant loin de les préserver nos libertés, a été définitivement adoptée le 15 avril dernier et la loi "confortant le respect des principes de la République", aussi appelée "loi contre le séparatisme", actuellement débattue au Parlement français, constituent des atteintes sans précédent à la démocratie, menaçant plusieurs de nos droits fondamentaux.

Les politiques sécuritaires et stigmatisantes menées par le Président et sa majorité alimentent un climat délétère dans notre pays et les thèses nauséabondes de l'extrême droite.

La semaine dernière un texte signé par 8 mille militaires retraités ou en activité publié par un journal d'extrême droite appelle à l'intervention de l'armée, estimant que notre pays

serait au bord de la guerre civile, demandant plus de fermeté de la part du gouvernement à l'égard d' « un certain antiracisme », « de l'islamisme et des hordes de banlieue ». La présidente du mouvement d'extrême droite (Rassemblement national) a salué le « courage » des auteurs de cette lettre ouverte et les a appelés à la rejoindre dans le cadre de sa campagne présidentielle.

**Défendons la démocratie, indissociable de la lutte pour la défense des intérêts des travailleuses et travailleurs !**

**La CGT FO FSU et Solidaires appellent à la vigilance et à poursuivre les mobilisations contre le racisme et les idées d'extrême droite et pour l'abrogation de la loi sécurité globale et le retrait du projet de loi contre le séparatisme.**

Concernant la situation sociale et l'emploi, les chiffres du chômage du premier trimestre 2021 que vient d'être publiés par la Dares révèlent l'augmentation de la précarité en France.

La pauvreté gagne du terrain, en particulier chez les jeunes et les salariés fragilisés par des contrats à durée déterminée. De plus en plus émerge le sentiment d'une génération sacrifiée. La CGT demande en urgence un plan de soutien supplémentaire en direction de la jeunesse. De trop nombreux plans sociaux, de restructurations injustifiées, de délocalisations d'activités avec leur cortège de suppressions d'emploi sont en cours. Beaucoup d'entreprises ont pourtant bénéficié d'aides publiques importantes sans aucune contrepartie

Cette situation que subissent de nombreux salarié·e·s démontre, une nouvelle fois, le côté indécent et scandaleux de faire voter cette réforme de l'assurance chômage.

Cette réforme générerait une paupérisation encore plus importante des travailleuses et travailleurs privés d'emploi. Pour rappel actuellement seuls 49,9% des privés d'emploi et inscrits à Pôle Emploi sont indemnisés.

**Pour la CGT FO FSU et Solidaires, l'assurance chômage doit couvrir les besoins de tous les privé.e.s d'emploi.**

**Nos organisations renouvellent leur exigence d'abandon de la réforme aux conséquences désastreuses, elles entament des recours juridiques pour faire échec à sa mise en œuvre et se mobilisent, aux côtés des salariés précaires, des intermittents, des saisonniers et des intérimaires, etc.**

**Elles revendiquent une autre politique de l'emploi conditionnant le soutien de l'État à la préservation des emplois, au respect de normes sociales et environnementales, à la défense et à l'amélioration de nos services publics indispensable à l'exercice de mission de qualité. Il y a urgence.**

Cette crise et les décisions du gouvernement et du patronat pèsent aussi sur les salaires. Alors que dans certains secteurs les groupes ont augmenté leur chiffres d'affaires, ils rechignent d'augmenter par du salaire direct ceux qui produisent la richesse.

De nombreuses professions à prédominance féminine sont en première ligne : ce sont les soignantes, infirmières (87 % de femmes) et aides-soignantes (91 % de femmes), mais aussi des aides à domicile (97 % de femmes), des agentes d'entretien (73 % de femmes), des caissières et des vendeuses (76 % de femmes), ce sont encore des enseignantes (71 % de femmes) ou des assistantes maternelles (99 % de femmes).

Ces métiers sont structurellement dévalorisés et cette dévalorisation est l'un des facteurs expliquant les 26 % d'écart salariaux entre les femmes et les hommes. Pour revaloriser

ces métiers, il faut exiger que la loi soit enfin appliquée, car elle prévoit l'égalité de salaire pour un travail égal, mais aussi pour un travail de valeur égale.

**La CGT FO FSU et Solidaires revendiquent une meilleure répartition des richesses par l'augmentation des salaires directs et socialisés et la fin immédiate des inégalités salariales entre les femmes et les hommes.**

Les politiques d'austérité mises en œuvre depuis des années par les gouvernements successifs ont montré leur nocivité sociale et écologique et leur inefficacité économique.

Dernier acte du gouvernement qui démontre quels intérêts ils défendent : 3 ONG viennent de révéler au grand jour l'influence du MEDEF sur le positionnement de la France dans les débats sur l'évasion fiscale en Europe. Alors que les États membres de l'UE débattent en ce moment même sur un texte de loi qui doit contraindre les entreprises multinationales à déclarer leurs revenus et leurs contributions fiscales par pays, la France, sous l'impulsion assumée du 1er lobbyiste des entreprises françaises, met en péril l'aboutissement de plusieurs années de négociations soutenues par les ONG.

Il est scandaleux que Bercy serve les intérêts privés des multinationales en laissant s'échapper des dizaines de milliards d'euros chaque année dans les paradis fiscaux.

Dans le contexte que nous vivons Il est important de faire un zoom sur une date importante : l'anniversaire des 150 ans de la Commune de Paris. La Commune est une révolution populaire, non seulement dans la composition sociale de celles et ceux qui montent à l'Hôtel de Ville le 18 mars 1871 pour prendre le pouvoir, mais aussi parce que ceux qui prennent le pouvoir sont les gens du peuple, "ceux qui ne sont rien". Il s'agit d'une lutte de classe qui prône la justice sociale, l'égalité, une autre manière de concevoir le travail.

Cette commémoration nous fait une piqûre de rappel sur le fait que la lutte des classes se joue à chaque instant.

Oui, plus de démocratie, plus de justice sociale, plus d'écologie, plus d'égalité, c'est aussi ce qui anime nos organisations comme les nombreux mouvements de grève et les actions qui grandissent dans le pays.

Ces colères ont besoin de s'exprimer sans concession, de s'unifier pour s'engager pleinement sur la voie du combat pour le renforcement et la reconquête de nos droits.

Dans beaucoup de secteurs des luttes sont en cours et des dates d'appels professionnels et interprofessionnels à la mobilisation sont déjà programmées.

**Nos organisations appellent les travailleuses et travailleuse à rejoindre les luttes et les mobilisations en cours, à les faire converger afin de s'engager avec détermination, toutes et tous ensemble, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix dans le monde.**